

Liste Associative Ecologique Citoyenne POUR CHATILLON POUR FONTENAY

fayevicari2021@gmail.com

Réponses au questionnaire présenté par les associations de solidarité

Préambule :

Depuis un an, les difficultés sociales s'accumulent, des règlements de compte font des morts (quartier des Blagis à Fontenay). Nous sommes convaincus que l'Education, les Mobilités, les Solidarités sont capitales pour sortir des multiples crises, sanitaires, sociales, économiques. Le Conseil Départemental a les moyens financiers d'agir (600 millions d'euros d'excédent en 2020).

1. **On ne peut que souscrire aux recommandations du rapport que vous citez, mais toute la difficulté est dans la mise en œuvre, budgets, moyens humains, synergies à créer.** Les déclarations d'intention ne suffisent pas. Il faut fixer des objectifs concrets, atteignables, dotés des moyens nécessaires.
2. **La société civile que nous sommes a besoin de synergies,** c'est-à-dire de travail en équipe (Education + Police+ Justice + Parents + Associations). Par exemple pour éduquer les collégiens et agir assez tôt pour que certains d'entre eux n'entrent pas dans la petite délinquance. Le Conseil départemental est la bonne échelle pour porter ces propositions.

Le cas des mineurs isolés suppose des mesures d'accueil bien listées dans le rapport que vous citez. En insistant sur le suivi psychologique, voire psychiatrique, dont ils ont souvent besoin.

3. **Pour ce qui concerne les élections départementales, il faut sortir du cumul des mandats,** la charge de conseiller départemental suppose un travail d'élu à temps complet, non cumulable avec un poste de maire-conseiller territorial et autres.

NOTRE ENGAGEMENT FONDAMENTAL :

« Quand un homme a faim, mieux vaut lui apprendre à pêcher que de lui donner un poisson ». C'est pourquoi nous sommes particulièrement attachés à l'Education, à la Formation, à la Prévention, aux conditions de vie (Mobilités, Travail, Loisirs, Santé, Sécurité), à l'accompagnement du parcours de vie de chacun, de la petite-enfance au grand-âge. Nous

sommes particulièrement attentifs aux emplois qui assurent ces missions. Notre département est le plus riche de France, mais les services sociaux sont mal dotés.

Dans le cadre que nous venons d'indiquer, précisons nos propositions (non exhaustives)

I - Services de Solidarité Territoriale et accès aux droits

***Accès au numérique :** Depuis le début de la pandémie, et en ce moment encore, des jeunes (notamment dans les filières cap, bac pro), et moins jeunes, n'ont d'autres accès au numérique que leur téléphone portable. Ainsi, l'accès même à un rendez-vous est difficile, que ce soit pour la vaccination Covid ou pour l'accès aux services sociaux. Et aussi pour les préparations d'examens, de rapports de stages..., autant de facteurs d'échec scolaire et de difficultés d'accès à l'emploi.*

Accès à un interlocuteur social :

Le Département intervient après l'école élémentaire (Cf Association Jeunes dans la cité à Fontenay-aux-Roses), c'est à la fois trop peu et trop tard. Dans notre département, plus de 50 % des jeunes confiés ou accueillis à l'ASE ont plus de 16 ans, ce qui représente la proportion la plus élevée en France (rapport IGAS).

Les restructurations en cours, le départ de nombreux personnels, la présence insuffisante des conseillers départementaux sur le terrain (cumul des mandats) ont considérablement affaibli nos structures.

Nos propositions 1 et 2 :

1 – Prêter des tablettes aux personnes les plus démunies, avec un suivi humain permettant une réelle utilisation. En particulier aux jeunes. Ceci suppose un travail transverse Ville-Territoire-Département, avec une volonté forte.

2 – Financer le déploiement de travailleurs sociaux de proximité. Rationaliser les services est une chose, mais faire des économies de court terme est contre-productif, quand cela augmente le nombre de personnes en grande difficulté (citation ci-dessus), y compris qui risquent de sombrer dans la délinquance. Les dépenses de prévention évitent d'autres dépenses (police-justice-prison...) et bien des drames humains.

II . Budget pour l'action sociale

Le rapport que vous indiquez présente un bref tableau de dépenses en page 26. Part administrative trop élevée, actions mal identifiées, et rapports des budgets du Conseil Départemental opaques.

Notre proposition 3:

3 – Notre candidate, **Christine Vicari, est commissaire aux comptes et adhérente Anticor** . Son expertise serait une vraie chance pour améliorer la situation budgétaire sur de nombreux points, notamment concernant l'Aide Sociale à l'Enfance. **Dans le cadre de notre engagement fondamental, défini en préambule.**

III. Contractualisation du plan pauvreté

Notre proposition 4 :

4 - Le Plan Pauvreté 2016 avait fait l'objet d'une contractualisation entre l'Etat, le Conseil Départemental et le Collectif Citoyens Fraternel 92. Le département des Hauts-de-Seine et celui des Yvelines doivent contractualiser rapidement avec l'Etat sur le nouveau Plan Pauvreté. **Nos deux candidats, sans étiquette politique, et sans cumul des mandats, sont les seuls capables de prendre le temps de voir les différentes parties jusqu'à accord de tous. C'est la raison même de notre liste Associative Ecologique et Citoyenne.**

IV. L'accès au logement des personnes défavorisées

Nos propositions 5-6-7

5 - Nous nous engageons à adopter rapidement un nouveau PDALHPD comme le prévoit la Loi. Mais nous sommes aussi conscients du gaspillage que représente les démolitions d'immeubles sociaux là où des rénovations, moins onéreuses, permettraient d'augmenter l'offre de logements, notamment pour les plus modestes. Il est urgent de rénover l'existant plutôt que de sur-densifier.

6 - Rénover plutôt que casser : Dans tous les logements dépendant du département, comme ceux de 92 Habitat, mener une **rénovation comprenant l'installation systématique d'ascenseurs**, quel que soit le nombre d'étages, et **l'installation de dispositifs anti-chute**. Cela permettra à nombre de personnes âgées ou handicapées de rester chez elles au lieu d'aller en EHPAD ou en institution. Le Conseil départemental doit aussi accompagner l'isolation thermique et phonique des bâtiments.

7 – Espaces verts et terrains de sports : Le Conseil Départemental doit accompagner les équipements sportifs de proximité, terrains ouverts de foot, de basket, plutôt que de vendre ses délaissés (petites friches, qui participent à la biodiversité) pour surdensifier. Ou plutôt que de laisser construire sur un terrain de sport (le conseiller départemental sortant laisse le terrain de basket des Blagis disparaître pour surdensifier)

V. Accompagnement mineurs Aide Sociale à l'Enfance

“Le risque le plus lourd résulte de l'accueil de 600 jeunes confiés à l'ASE dans des hôtels prestataires du département. Les conditions d'hébergement y apparaissent médiocres, et le suivi par l'ASE de ces jeunes, à 70 % mineurs, est défaillant » Rapport IGAS. On peut dire la même chose du Samu Social ...

Nos propositions 8-9

8 - Développer les structures de type LIEN, et résorber les structures hôtelières de type « marchand de sommeil ».

9 – Assurer un véritable suivi de ces jeunes, incluant un parcours d'insertion.

VI. Insertion par l'activité économique

Sur ce sujet comme sur les sujets précédents, et peut-être encore plus, **seul le non cumul des mandats permet à des élus de prendre le temps de rencontrer et d'écouter tous les acteurs, pour répondre aux attentes, tant sur le plan financier que sur le plan humain.**

Nos propositions 10-11

10 – Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée : Nous soutenons à fond cette démarche et les associations qui la portent

11 - Dispositif Premières Heures a été lancé avec succès dans le département : Nous soutenons à fond ce dispositif qui assure le démarrage d'une insertion « douce », adaptée aux difficultés et aux efforts des personnes qui veulent sortir d'une grande précarité.

VII. Accès à l'alimentation Les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)

Nos propositions 12- 13 :

12. Nous défendons l'écologie du quotidien, circuits courts et agriculture bio, « afin de répondre à des enjeux sociaux, environnementaux et de santé ». Nous apportons notre soutien déterminé à l'émergence de tels PAT dans le département. Incluant citoyens et associations (notre ADN en quelque sorte) .

13 – Nous voulons inclure dans ces démarches un volet recyclage et valorisation des déchets, notamment méthanisation par des agriculteurs, qui utilisent comme engrais le résidu de la méthanisation. C'est le modèle qu'une maire-adjointe Associative Ecologique et Citoyenne avait mis en place dans les cantines des écoles de Fontenay. De 2014 à 2017.

VIII . Communication directe avec les citoyens

Nous déplorons comme vous que le site internet du Conseil Départemental ne permette pas aux personnes d'accéder à des informations sur l'action sociale. Il s'agit d'apporter une volonté de transparence Politique et Citoyenne

Nos propositions 14-15 :

14 - De façon générale, faire du site du Conseil Départemental un outil de travail au service de la population, plutôt qu'un simple site de « com ». Nous demandons notamment des comptes clairs accessibles à tous, notre candidate Commissaire aux Comptes s'y engage.

15 - Créer sur ce site une rubrique « ACTIONS SOCIALES et SOLIDAIRES », ouverte aux associations.

Notre blog pourfontenay.fr vous est ouvert, nous vous y accueillerons avec plaisir, nous sommes convaincus du rôle capital qui est le vôtre.

Cordialement

Michel FAYE, Christine VICARI